



**HAL**  
open science

## L'Amérique centrale par la pandémie

Benjamin Moallic

► **To cite this version:**

Benjamin Moallic. L'Amérique centrale par la pandémie. Cahier des UMIFRE, 2020. halshs-03143301

**HAL Id: halshs-03143301**

**<https://shs.hal.science/halshs-03143301>**

Submitted on 9 Mar 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# L'Amérique centrale par la pandémie

Comment analyser l'état de la région centraméricaine trente ans après la vague de révolutions démocratiques qui avait submergé l'isthme et mis fin à plus d'une décennie de guerres internes ?

Telle est la question que s'est posée le CEMCA (Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines) en novembre 2019 lors d'un colloque international organisé en collaboration avec l'Ambassade de France au Mexique, la coopération régionale pour l'Amérique centrale, l'EHESS et l'Université Paris Diderot, et intitulé « Amérique centrale 1979-2019. De la révolution sandiniste aux caravanes de migrants ». Depuis, la pandémie de SARS-CoV-2 s'est abattue sur la région en donnant raison aux craintes soulevées par les participants du colloque : celles d'une corruption des jeunes démocraties centraméricaines et du renforcement de pouvoirs autoritaires.

Du 4 au 7 novembre 2019, le Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA) a réuni une trentaine de chercheuses, de chercheurs, de militantes et de journalistes venus d'Amérique centrale, du Mexique, de France et du Canada pour faire le point sur l'état de la démocratie dans la région 40 ans après la révolution sandiniste et les espoirs de changement qu'elle avait soulevés. Au terme de quatre jours de débats et de projections cinématographiques, les invités n'ont pas seulement acté de la régression autoritaire de plusieurs pays de la région – parmi lesquels le Nicaragua, le Honduras, le Guatemala et le Salvador – mais des façons dont ces sociétés sont aujourd'hui travaillées par un double mouvement, ambivalent, de diffusion du langage du droit et d'attaque croissante des libertés au nom même de ce langage.

Or la crise sanitaire n'a pas peu précipité ces phénomènes. Il faut dire qu'à l'instar de nombreux pays d'Europe ou d'Asie, ceux d'Amérique centrale ont fait du confinement leur outil de prédilection pour lutter contre la propagation du virus. Aussi



Inauguration du colloque « Amérique centrale 1979-2019 ». De gauche à droite : Rafael Rojas (politologue), Maria Teresa Blandon (sociologue et militante féministe), Bernard Tallet (directeur du CEMCA), Gilles Bataillon (sociologue).

ont-ils mis en place des mesures d'urgence tout en prenant soin de les adosser à un arsenal de lois d'exception souvent hérités des régimes militaires des années 1970 et 1980. C'était sans compter la vigilance de contre-pouvoirs institutionnels et de sociétés civiles autrement plus armés qu'autrefois pour veiller au respect du droit et dénoncer ses transgressions, mais aussi d'une classe politique qui a fait du droit un instrument de blocage et de nuisance privilégié des luttes partisans. Il s'en est suivi une juridicisation des rivalités politiques qui, au Salvador, au Honduras, au Guatemala, s'est accompagnée d'un renouveau de pratiques autoritaires et de discours populistes que l'on pensait tombés en désuétude.

C'est pourquoi les chercheurs et chercheuses associés du CEMCA se sont lancés depuis 2019 dans un travail de mise en regard des sociétés centraméricaines et de repérage des grandes tendances politiques qui traversent l'isthme, et dont la pandémie de Covid-19 a grossi le trait.



## Sonder le politique, comparer les régimes

Si cette pandémie a pu exacerber les tendances autoritaires ou néo-populistes de plusieurs pays de la région, elle a aussi et surtout été un révélateur des permanences d'une culture politique commune à l'isthme, laquelle, conférant au social l'image d'une masse informe vouée au chaos et à l'inachèvement, accorde en retour à l'Etat et à ses détenteurs un rôle de garants de l'ordre et d'émulateurs de la nation, mais aussi un magistère moral sur le reste de la société. D'où la célérité avec laquelle les gouvernements de la région ont adopté à la fois des mesures de confinement et toute une liste de mesures de couvre-feu, d'interdiction de consommation d'alcool ou de restriction à la mixité dans l'espace public, rappelant en cela le rôle de garants des « bonnes mœurs » et de « civilisateurs » que s'étaient octroyés les militaires comme les révolutionnaires depuis les années 1960.

Mais les racines des pratiques autoritaires et populistes d'aujourd'hui puisent moins aux sources de cette culture politique ou des autoritarismes d'avant, que dans l'écart existant entre l'imaginaire d'un Etat garant de l'ordre et les réalités d'Etats discontinus et limités qui peinent à assurer une présence tout au long de leur territoire ou à peser sur le quotidien de leurs populations. C'est dire que l'image de remparts contre le chaos qu'ont revendiqué les Etats centraméricains face à la pandémie de coronavirus a été systématiquement battue en brèche par l'expérience concrète d'administrations en sous-effectifs et en souffrance financière chronique, notamment en matière de prise en charge sanitaire. Autant dire que c'est dans cet interstice même que naît l'agitation populiste, sorte de mise en scène permanente du pouvoir qui, par « la parole et le sang », tente, tant bien que mal, de combler le vide laissé par l'écart entre les demandes de protection de la population et les capacités concrètes d'Etats sinon « faillis », du moins « défaillants ». Reste alors l'excès. Excès de paroles, excès de force, là où l'action fait défaut. C'est bien ce que nous enseignent les gestions de la pandémie dans la région et notamment leur comparaison. Travail qui a été initié par les chercheurs et chercheurs associés du CEMCA

**Couverture de la revue Problèmes d'Amérique Latine, 2019/2, n°113. Amérique centrale : pseudo-démocraties**

**« La Covid-19 aura aussi été le révélateur d'un imaginaire particulier de la nation, ce dans ces sociétés marquées de longue date par les circulations, les migrations et les tentatives d'intégration régionales ».**

autour d'une réflexion sur le caractère de « pseudo-démocraties » des régimes centraméricains et qui continue aujourd'hui, via la mise en ligne de ressources numériques, à s'affiner en posant la question du retour ou non, à des formes déjà éprouvées de « populisme » et de « tyrannie caudilliste ».

## Poser la question de l'espace des solidarités

Toutefois, la Covid-19 n'aura pas été qu'un révélateur du tour autoritaire pris par les scènes politiques centraméricaines. Il aura aussi été le révélateur d'un imaginaire particulier de la nation, ce dans ces sociétés marquées de longue date par les circulations, les migrations et les tentatives d'intégration régionales. Or sans doute est-ce cette question qui s'est posée avec le plus d'acuité. D'abord parce que plusieurs gouvernements de l'isthme ont longtemps attribué les cas de contamination aux seuls étrangers ou aux non-résidents, se contentant de fermer les frontières ou de placer en quarantaine tout nouvel arrivant. De sorte que le dépistage à grande échelle de la population a été négligé et a contribué aux hausses spectaculaires de contaminations, rappelant en cela des réflexes déjà critiqués lors d'épidémies précédentes, dont celle du VIH-Sida. Pire, le discours phantasmatique de la frontière étanche a pesé sur le tour de vis autoritaire de plusieurs pays de la région, dès lors que les cas de contamination se sont multipliés et que les pouvoirs en place ont été accusés d'inefficacité, sinon d'inaptitude. Enfin, dans des pays de forte

©CEMCA, Michelle Sabord



Aperçu des ressources numériques mises en ligne par le CEMCA sur les processus migratoires.

migration des centraméricains, comme le Mexique ou le Costa Rica, l'association du virus à l'étranger n'a pas peu exacerbé les tensions avec ces populations migrantes ou réfugiées, souvent prises à parti et exclues des mécanismes de protection sociale des pays d'accueil.

Ce faisant la crise sanitaire aura surtout mis en relief la tendance des sociétés centraméricaines à penser la citoyenneté moins en termes d'appartenance nationale et d'espace de droit qu'en termes d'appartenance territoriale ou communautaire. C'est ce qu'ont d'ailleurs bien montré plusieurs jeunes centraméricanistes réunis autour de l'avant dernier numéro de la revue du CEMCA, Trace (N°77, 2020), dans lequel ils mettaient en évidence les porosités de l'imaginaire national et de ses frontières en Amérique centrale. En ce sens, si la pandémie de coronavirus a bien conduit de nombreux migrants et réfugiés à retourner dans leurs pays, faute de soutiens économiques des pays d'accueil, ces retours n'ont jamais été envisagés comme la recherche d'une protection étatique ou d'un droit à la santé qui les abriteraient de la pandémie. La nation n'est pas, en Amérique centrale, le siège des solidarités ou le lieu d'une communauté de sort. Les solidarités s'ancrent au mieux dans la patrie et le plus souvent dans la patria chica, cet entrelacs de relations familiales, politiques et religieuses, généralement transnationales, qui se tisse sur la base de sensibilités communes et d'appartenances territoriales. Le nous se réduit souvent au village, au parti ou à la communauté de fidèles. L'autre figure alors un en-dehors sinon hostile, du moins devant rechercher ses supports au sein de ses propres « familles ». C'est pourquoi, encore à ce jour, des centaines de nicaraguayens, sans doute partis en exil à la suite des mouvements réprimés d'avril 2018, se voient toujours refuser l'entrée dans leur pays par le gouvernement sandiniste. Non pas qu'ils soient considérés comme de potentiels opposants, mais plutôt comme des étrangers. Car la nation et le peuple étant, pour les sandinistes au pouvoir, incarnés dans le parti, tout opposant à celui-ci est dès lors un ennemi de la nation et un membre du « parti de l'étranger ».

### **Visibiliser le travail de la société civile**

Encore faut-il souligner le rôle prépondérant qu'ont joué les organisations de la société civile en Amérique centrale ; région où les ONG et les associations tendent à se substituer à l'Etat en matière d'urgence sanitaire ou de prise en charge des migrants. Pendant le confinement, le CEMCA a voulu valoriser ce travail de la société civile en publiant sur son site les travaux de ses chercheuses et chercheurs enquêtant sur les migrations centraméricaines et notamment sur la « visibilisation de pratiques de préservation de la vie ». Pratiques qui ont redoublé avec la crise sanitaire mais doivent



**Débat d'idées sur le thème « Un journalisme d'investigation est-il encore possible en Amérique centrale », en présence de journalistes et de militants de défense de la presse. De gauche à droite : Carlos Martinez (El Salvador), Vanessa Carrillo (Mexico), José Luis Rocha (Nicaragua), Quimiy de León (Guatemala).**

© CEMCA

**« En novembre 2019, le CEMCA et l'Ambassade de France au Mexique avaient invité des journalistes d'investigation centraméricains à dresser un bilan des possibilités actuelles du journalisme indépendant ».**

faire face à des crises économiques en chaîne qui tarissent les financements publics et les récoltes de dons destinés aux ONG et autres associations.

Cependant l'économique n'aura pas été le seul obstacle rencontré par les sociétés civiles centraméricaines depuis la crise sanitaire. En novembre 2019, le CEMCA et l'Ambassade de France au Mexique avaient invité des journalistes d'investigation centraméricains à dresser un bilan des possibilités actuelles du journalisme indépendant et de ses conditions d'enquête. Les invités avaient alors fait part de leurs préoccupations croissantes quant à la situation de la région. Ils avaient bien sûr dénoncé les graves atteintes à la liberté de presse et à la liberté d'expression orchestrées depuis 2018 par la dictature du couple Ortega-Murillo au Nicaragua, mais encore avertit de la tendance du nouveau président salvadorien à dénigrer et entraver le travail des journalistes ou des multinationales installées au Guatemala à intimider les journalistes et les scientifiques enquêtant sur les problèmes environnementaux. La crise sanitaire a accéléré le mouvement. A tel point que le président salvadorien s'est attaqué à plusieurs journaux critiques et a lancé des cabales personnelles contre plusieurs journalistes enquêtant sur les malversations de son gouvernement lors de l'achat de matériaux médicaux, dont le lanceur d'alerte auparavant invité par le CEMCA.

### **Conclusion**

Stimulées par la crise sanitaire actuelle, ces recherches sur l'Amérique centrale ont vocation à se renforcer dans les années qui suivent, malheureusement, moins pour faire le bilan des gestions de la pandémie que pour analyser les distorsions que provoqueront inévitablement les crises économiques qui s'annoncent.

➤ **Benjamin MOALLIC (Chercheur CEMCA)**